

# Vorderstam.

## Section D.

### I<sup>re</sup> Année.

Géographie et Ethnographie . . .	4½
Histoire diplomatique (1789-1830) . .	5
Droit des gens (Conf) . . .	3+4½
Droit international (Cours) . . .	3
Statistique . . . . .	5
Affaires commerciales . . . . .	3
Géographie économique . . . . .	4
Économie politique . . . . .	3

### II<sup>e</sup> Année.

Histoire diplomatique depuis 1789 . . .	4
Hist. diplomatique de 1648-1789 . . .	3
id id (Conf) . . . . .	3
Droit des gens (Cours) . . . . .	4½
Droit international (Conf) . . . . .	3
Législation commerciale . . . . .	4
Allemand . . . . .	6

### Exercices

Pour M <sup>r</sup> Michel . . . . .	3
Pour M <sup>r</sup> Renault . . . . .	4½

### Compositious.

Pour M <sup>r</sup> Fumek - Pontono . . .	3½
Pour M <sup>r</sup> Loeuf . . . . .	4

---

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *22 Juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Géographie et ethnographie*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Gaidoz*

M *Nordenstam* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE : *4 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*H. Gaidoz*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire Diplomatique (1820 à nos jours)*  
*1789 - 1830*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Sorel*

M. *Nordenstam* élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE :

*5*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*Alfred Sorel*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*2*

## MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Sciences des Gens* *Conf. II*

## NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Teuch-Bacutano*

M *Nordenstam* élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE : *3*

## OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*M. Teuch-Bacutano*

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit international Cours

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Renault

M Rorienstam élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE : 3

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Renault

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Statistique*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Lévasseur*

M *Nordenstam* élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE : 5

OBSERVATIONS

*Les mariages en France et en Europe.*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*E. Lavapay*

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

*juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Affaires Commerciales*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Feuglar*

M

*Nordénstam*

élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE :

*3*

OBSERVATIONS

*Le blocus continental - le Commerce  
général et le Commerce spécial*

*Élève faible*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*E. Feuglar*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Géographie Economique*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Digeonneau*

M *Morvenstan* élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE : 4

OBSERVATIONS

*Principaux ports de la mer du Nord.*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*M. Digeonneau*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Economie politique

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Dunoyer

M. Standerkiold-Nordenstam élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 3

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

A. Dunoyer

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Jeun* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire Diplomatique (1820 à nos jours)*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M<sup>r</sup> Sorcl*

M *Nordeurstan* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE :

*4*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*Alfred Saur*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique (1648-1789)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Bigeoin

M Nordenstam élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 3

OBSERVATIONS

Question — Relations de la France & de la Suède au 18<sup>e</sup> siècle

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

H. Bigeoin

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire diplomatique (1648-1789) Conf.<sup>ce</sup>*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. de Terrari*

M *Norðenstam* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE : 5.

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*S. de Terrari*

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

*juin 1882*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Droit des Gens (Cours)*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M<sup>r</sup> Teuch-Brentano*

M

*Morvenstan*

élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE :

*4½*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*Teuch-Brentano*

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1882

## MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit international

Couf.

## NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Renaud

M Norvenstan élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE :

3

## OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Renaud

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Mai* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Législation commerciale*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Lyon-Caen*

M *Nordenstam* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE : *4*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*L. Lyon-Caen*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Allemand

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Leser

M. Standerskiolo - Nordmuntam élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 6

OBSERVATIONS

traduit bien ; parle très bien

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

J. Leser

Le 29 Janvier 1882.

Nordenstam.

L'établissement des Turcs en Europe (1453) a eu pour effet d'introduire un nouvel élément dans les calculs et les combinaisons de la politique. Au lieu de l'Empire grec, sans forces, affaibli par les querelles religieuses et les divisions politiques, un peuple jeune, belliqueux, animé d'un ardent fanatisme, pourvu d'une organisation militaire très supérieure à celle des Etats chrétiens, vient s'établir à Constantinople. Après avoir soumis les provinces de l'ancien Empire grec, ils deviennent un danger pour l'Italie (lutttes contre Venise), pour les Hongrois, pour l'Allemagne orientale et particulièrement pour les Etats héréditaires de la maison d'Autriche.

L'alliance Franco-turc est, dès les premières années du 16 siècle un fait accompli par ce qu'il est absolument logique. François I a besoin des diversions que Soliman tente en sa faveur (notamment en 1526 après Pavie. Bataille de Mohacz en Hongrie) et en 1529 - siège de Vienne par Soliman.)

L'alliance turque qui a rendu d'immenses services à la France sous les deux règnes des François I et de Henri II dure sans altérations

notables jusqu'aux temps de Louis XIV.  
La France qui en a tiré d'abord des avantages politiques, en tire, pendant toute cette période, de grands avantages commerciaux. Les capitulations mettent entre les mains de cette Puissance tout le commerce avec l'Orient par les échelles du Levant.

Avec Louis XIV qui reprend les projets de Charles Quint et de Philippe II, la situation change profondément. Dès le début du règne de ce prince, la France fait une intervention armée contre les Turcs (à Candie).

Le 16<sup>e</sup> siècle a été avec la dernière moitié du 15<sup>e</sup><sup>ème</sup> l'époque héroïque et conquérante pour les Turcs. Ils eurent trois grands princes: Mahomet II, Séliman (conquête de l'Égypte), et Soliman. Après le règne de ce dernier la décadence ne commence pas encore immédiatement, mais il y a un temps d'arrêt dans le développement de la Puissance Ottomane. Les Turcs ne conservent pas la supériorité militaire qu'ils avaient d'abord. Les armées de l'Europe qu'ils avaient pu écraser sans peine à Nicopolis (1396), deviennent plus nombreuses, plus disciplinées, mieux organisées (Louvain) et pendant les grandes guerres des 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles, il se forme tout une école de généraux très supérieurs aux hommes de guerre ottomans;

aussi ils éprouvèrent un désastre à la bataille de Saint-Gothard.

Au 18<sup>e</sup> siècle commença véritablement la décadence de la Turquie, malgré les efforts de plusieurs grands ministres (les Koproutlis). En même temps commença à grandir une Puissance dont le voisinage sera très redoutable de la Turquie - la Russie. A partir du jour où il y eut un empereur de Russie, souverain politique et chef religieux de l'orthodoxie grecque, les Turcs ont à compter avec un nouvel adversaire. (La politique russe au orient a pour objet la possession du Bosphore et de Constantinople et avec St. Sophie, qui a toujours été la métropole de tous les grecs orthodoxes.)

Lorsque les Turcs se mirent à la défensive (an. 184.) la question fut - qui succéderait aux lambeaux de l'Empire ottoman.

Pour la Russie, la question du démembrement de la Turquie n'est pas seulement une question politique, mais aussi religieuse - par conséquent nationale. Presque tous les peuples soumis aux Turcs sont de la religion grecque orthodoxe; la Russie leur tendit la main pour les délivrer du joug ottomans. (Il faut dire, d'ailleurs, qu'ils jouissaient d'une pleine et entière liberté religieuse). La Russie se rapprochait à son but qui fut atteint par Catherine II c.à.d. à la "politique protectrice". Il y eut des traités, par

lesquels la Russie se donnait un droit de protection de la religion grecque, par suite de quoi les ambassadeurs russes eurent de fréquentes relations avec le gouvernement turc. Mais cette influence habile n'a consisté qu'à démoraliser et d'affaiblir la Turquie. La Russie, tout en nuisant à la Turquie, gagnait de plus en plus l'influence sur la population chrétienne de cet empire et sur les musulmans eux-mêmes. Les Anglais et les Français, peuples civilisés, furent beaucoup plus craints que les Russes, peuple nouveau et encore tout au commencement de son développement moral — <sup>ce qui fait</sup> peut-être qu'ils se comprenaient mieux. Mais ce qui est un fait, c'est que la Russie suit, à l'égard de la Turquie la même politique qu'elle a suivie à l'égard de la Pologne.

L'Autriche a toujours eu une politique à deux faces, suivant sa position vis-à-vis des autres Puissances. En Orient elle veut être le co-partageant, comme elle l'a été dans le démembrement de la Pologne, quoi qu'elle déclare l'intégrité de ce dernier royaume. Dans la question d'Orient elle suit la même politique: <sup>l'annexion</sup> ~~et prend~~ <sup>de</sup> la Bosnie et l'Herzégovine en la preuve. (Son principe de la convenance.) Il faut qu'elle tourne ses prétentions sur l'Orient, après avoir perdu l'Italie et avoir fini le démembrement de la Pologne. L'Autriche cherche à s'étendre de ce côté pour y apporter la civilisation germanique.

Les intérêts de la Prusse, dans la question

d'Orient, ne sont pas territoriaux. Mais elle s'y mêle pour avoir un moyen d'entrer dans toutes les questions politiques. La Prusse est en 1870 encore dans son rôle ancien concernant cette question, c.à.d. qu'elle a besoin de la Russie et de l'Autriche.

Pour l'Angleterre la question d'Orient se présente sous un aspect plus grave. La route des Indes passe par la Turquie. Autrefois, quand il fallait faire le tour de l'Afrique, elle ne venait pas en contact direct avec l'Empire ottoman, mais depuis le percement du canal de Suez la question a changé. Pour protéger cette nouvelle route, l'Angleterre a établi des stations militaires; avec les îles de Malte et de Chypre elle domine la Méditerranée et Gibraltar lui en donne la clef. Elle ne veut pas que la Russie y entre. Les Anglais et les Russes, par leurs territoires se touchent presque dans les Indes, et l'Angleterre veut priver sa rivale de cette route maritime. Mais par ce fait que le Sultan est le chef de tous les musulmans et que les Anglais ont de nombreux sujets mahométans, la Turquie est le plus liée en politique avec l'Angleterre.

La France est restée la meilleure alliée de la Turquie, n'étant pas directement intéressée dans la question, mais depuis qu'elle fait des acquisitions territoriales musulmanes <sup>(en Afrique)</sup>, la France a commencé à perdre de l'influence.

Le sort des populations chrétiennes en Turquie: leurs libertés religieuses est garantie par les Puissances.

sances européennes et notamment par la Russie — et on arrive par cela même à protéger les populations. Déjà plusieurs peuples se sont détachés de la Turquie par suite de cette protection : la Moldavie et la Vallachie, formant le royaume de Roumanie, la Serbie, la Bulgarie qui n'a conservé que des liens très faibles avec son suzerain le Sultan, la Roumélie Orientale a reçu une autonomie et la Bosnie avec l'Herzégovine ont passé à l'Autriche "pour se donner une bonne administration". Mais il y a un fait à remarquer, que chaque mouvement d'émancipation d'un peuple chrétien de l'Empire Ottoman a été payé par l'asservissement d'un autre peuple chrétien ex.: la Pologne et l'Alsace-Lorraine.

L'Egypte. Il n'y a point là des chrétiens à protéger. L'intérêt est de tout autre genre. Les Puissances européennes, notamment la France et l'Angleterre y exercent une influence morale. Mohamed-Ali avait entrepris de régénérer les Turcs et voulait relever ce pays. Il appela à cet effet des européens et surtout les français. L'Europe embrassa chaleureusement sa cause et contribua, par son assistance, à l'autonomie de ce pays. Depuis lors, toutes les améliorations administratives et financières ont été faites avec l'assistance <sup>l'aide</sup> des Français et des Anglais.

---

no. 3<sup>rd</sup> June 1856



Déclaration de Paris, de 1856.

A. Standertskjöld - Nordenstam

## Déclaration de Paris de 1856

1. La Course est abolie.
- + 2. Le pavillon couvre la marchandise.
- + 3. La marchandise neutre est insaisissable sous pavillon ennemi, sauf la contrebande de guerre.
4. Le blocus doit être effectif.

### 1. De la course.

Pour tout Etat belligérant il est nécessaire de ruiner le commerce de son ennemi. Mais n'ayant pas une marine militaire suffisante, l'Etat délivra des "lettres de marque" à des particuliers, qui leur donnait le droit de faire la guerre à l'ennemi de cet Etat et de capturer des vaisseaux marchands et de détruire la marine ennemie. Pour les encourager, on leur donnait <sup>une</sup> la partie ou la totalité de la capture. Cette sorte de guerre s'appelait "la course" et avait ses coutumes et ses règlements, sans quoi elle était considérée comme piraterie.

La course est d'un grand intérêt pour un Etat qui a une nombreuse marine marchande, car elle peut facilement l'armer en corsaires et détruire la marine de son ennemi inférieur en commerce maritime. Mais il y a des abus et la course dégénérerait souvent

en piraterie — les neutres en souffrent.

Au traité de Paris 1856 le gouvernement Français  
 proposa aux autres Puissances de renoncer aux  
 corsaires. La proposition fut bien accueillie par  
 toutes les Puissances, excepté l'Espagne et les Etats  
 Unis, qui s'y refusèrent, à cause de l'infériorité marquant  
 de leur marine marchande, et par conséquent ils  
 couraient le plus de risque, en temps de guerre,

Il y a de l'utopie dans cette déclaration  
 de 1856, car les nécessités de la guerre poussent  
 naturellement un Etat à faire tout son possible  
 pour ruiner le commerce de l'ennemi. Par exemple,  
 la Prusse a réglé la construction des bateaux  
 à vapeur de sa marine marchande, de manière  
 à pouvoir facilement les transformer en flotte  
 de corsaires. La Russie, pendant <sup>et après</sup> la dernière  
 guerre avec la Turquie a acheté ~~en~~ en Amérique  
 plusieurs vaisseaux avec l'intention de les  
 transformer, en cas de besoins, en corsaires.

## 2. Le pavillon couvre le marchand.

c'est à dire que toutes les marchandises  
 neutres ou ennemies sous pavillon neutre, sont  
 couvertes par le pavillon neutre, c'est à dire, insaisissables,  
 excepté la contrebande de guerre.

Le pavillon neutre couvre aussi le navire, qui est presque considéré comme une partie de territoire, auquel il appartient.

Le neutre reste maître absolu de son commerce pacifique. Le belligérant ne peut exercer de juridiction sur les navires neutres. Ce principe s'est pas ancien, on le trouve observé au XVI<sup>e</sup> s.. Mais en 1794 on repoussa le principe dans une convention anglo-américaine. Cependant il est en vigueur dans 2 traités entre la France et les Etats Unis de 1785 et 1799. C'est après la guerre de Crimée que la France voulut proclamer ce principe libéral, et on déclara à Paris 1856 que le "pavillon couvre la marchandise", sauf la contrebande de guerre. Cette déclaration fut attaquée en Angleterre, mais elle eut lieu en protestant.

3. La marchandise neutre est insaisissable sous pavillon ennemi, sauf la contrebande de guerre.

Cette formule est très ancienne. On la retrouve dans le "Consulat de la mer", et au XIII<sup>e</sup> s. dans un traité de la ville de Pise etc.

Les anglais adoptèrent plus tard une autre règle: la marchandise est ennemie sous pavillon ennemi - par conséquent saisissable.

Ces deux déclarations sont d'une

grande importance pour les neutres,  
car ils peuvent ainsi attirer à eux,  
au détriment des belligérants, tout le  
commerce qui passait avant la guerre, par  
les territoires des Etats en litige.

Il est raisonnable de défendre, aux neutres,  
le commerce de la contrebande de guerre,  
car il prend alors une part indirecte dans  
la guerre - par conséquent cesse d'être un  
Etat neutre.

#### 4. Le blocus doit être effectif.

Le blocus s'impose aux neutres; tout  
navire peut être capturé qui cherche à  
entrer dans un port bloqué.

Le blocus doit être efficace. Longtemps  
on n'a pas voulu admettre ce principe; on pen-  
sait que s'il y avait un droit de guerre,  
il y avait aussi un droit de blocus.  
Par conséquent, comme l'état de guerre s'établissait  
par la déclaration de guerre, - l'état de blocus  
s'établissait par une simple déclaration. Ainsi  
tout commerce avec ces ports fut interdit,  
même dans le cas où l'ennemi n'avait pas les moyens  
efficaces pour faire respecter la déclaration.

La conséquence fut, qu'on poursuivait tous  
les navires neutres que l'on soupçonnait vouloir  
entrer dans ce port. C'est le système du "blocus  
fictif." De là, on est arrivé de déclarer en  
état de blocus, toute une côte ou tout un  
Etat. Le fameux "blocus continental" n'était  
qu'une conséquence de ce principe - mais il  
démontra aussi <sup>toute</sup> la monstruosité de ce système.

En 1856 les Puissances renoncèrent  
à ce principe abusif et déclarèrent que le  
"blocus effectif" est le seul obligatoire pour les  
ennemis comme pour les neutres.

Le blocus est effectif lorsqu'il est  
impossible à un bâtiment d'entrer dans le port  
ou d'en sortir, ou même en risquant d'être pris.

Le blocus commence à être effectif du  
moment où les marines de guerre ferment le  
port et il cesse lorsqu'elles le quittent.

populaire 24

avanture marseillaise

H. S. Nordenstam.

Résumé de la politique de la France  
dans les négociations relatives à l'Égypte et  
1839 : 1848.

Depuis 1798 la France s'intéressait  
beaucoup de l'Égypte. En 1839 l'opinion  
— publique et la presse étaient favorables  
à Méhémed-Ali, régénérateur de l'Égypte.  
On espérait, qu'en prenant fait et cause  
pour le pacha d'Égypte on trouverait une  
— occasion pour jouer un rôle brillant  
à l'Europe et déchirer les traités de 1815.  
Le Gouvt, pour être populaire, suivait  
le mouvement. Mais il crut aussi à  
une entente générale des Puissances, qui  
s'associeraient à la politique française.  
La France soutenait Méhémed-Ali en  
Syrie et en Égypte, — l'Angleterre ne lui  
accordait que l'Égypte. La Russie  
protégeant la Turquie, se dressa derrière

Puissances se rapprochaient. L'Angleterre  
ne fit pas un secret de sa politique,  
mais au contraire agit de bonne foi et  
communiqua ses intentions à la France.  
Ld Palmerston, dans des conférences avec  
A J<sup>e</sup> Sebastiani, ambassadeur de France,  
lui lut des dépêches, de Constantinople, de Vienne,  
de Berlin et de St. Petersburg, qui tous adop-  
taient le système anglais. Ld Palmerston ajouta  
qu'il lui était impossible d'abandonner  
un système que toute l'Europe adoptait,  
il lui exprima ses regrets d'être séparé  
de la France dans cette question.

A J<sup>e</sup> Sebastiani informa son gouvernement  
de l'entente des Puissances et exprima  
aussi son opinion, que l'isolement de la France  
était possible et probable. Ces informations  
n'eurent pas d'influence sur le gouvernement,  
au contraire, on répondit au général qu'il  
était trop turc et qu'il se laissait en-  
doctriner par lord Palmerston. M<sup>r</sup> Guizot

remplaça le g<sup>l</sup> Sebastiani et eut avec lui  
 des instructions catégoriques du maréchal Soult,  
 - de ne pas céder. Mais bientôt il constata  
 l'entente des 4 Puissances et l'isolement  
 de la France. Pendant ce temps il y eut  
 un changement de ministère - M<sup>r</sup> Thiers remplaça  
 le Maréchal Soult. Il suivit la même politique  
 que le Maréchal, seulement, il exagérait les  
 forces de Méhemmed-Ali et croyait que la  
 Russie ne pourrait jamais s'entendre avec  
 l'Angleterre. Par conséquent il recommandait  
 à M<sup>r</sup> Guizot de gagner du temps, de se  
 refuser à toute délibération commune avec  
 les 4 Puissances et de ne communiquer  
 qu'avec le Ministère anglais. L'Autriche  
 et la Prusse d'extradent une entente générale,  
 et leurs ambassadeurs privaient celui  
 de la France de tout ce qui se passait  
 et le poussaient à faire des concessions,  
 en l'avertissant que l'on s'entendrait  
 sans son gouvernement. Cette attitude de la Prusse

4  
et de l'Autr. fit croire à Paris à une  
brouille entre les Puissances et M<sup>r</sup> Thiers  
persista dans sa politique. Il répondit d'éviter  
de se prononcer, ~~car~~ il espérait que  
Mehemed Ali s'entendrait avec le Sultan sans  
l'Europe.

Les Puissances, lassées d'attendre de  
décider à s'entendre sans la France.

Le 15 juillet 1840 fut signé un traité,  
d'après lequel Mehemed-Ali recevrait  
*Comment?* l'hérédité de l'Égypte et la possession  
permanente de la moitié de la Syrie.

+ M<sup>r</sup> Guizot communiqua ce traité  
à M<sup>r</sup> Thiers, qui espérait encore  
pouvoir séparer la coalition - aussi  
il refusa de se prononcer, mais en  
même temps il encourageait Mehemed  
Ali à persister dans sa lutte.

*pour qui?* Enfin les 4 Puissances agirent. Beyrouth  
fut bombardé et le Sultan proclama  
la déchéance de Mehemed-Ali.

27  
M<sup>r</sup> Guizot se refusa de reconnaître cette déclaration  
de déchéance, qu'il considérait comme une  
menace pour l'équilibre de l'Europe.

Le mouvement de l'opinion en France fut  
très vif. On crut voir la reconstitution  
de l'alliance de Chaumont. M<sup>r</sup> Thiers espé-  
rait toujours pouvoir dissoudre la coalition,  
et ne voulait même pas devant des  
projets belliqueux - le roi n'accepta pas  
ces projets et M<sup>r</sup> Thiers prit sa démission.

Pendant ce temps la Prusse, alliée, obtenant  
de Mehmed Ali l'acceptation de l'hérédité  
de l'Egypte seul, et le traité du 15 juillet  
fut exécuté, sans la participation de  
la France.

M<sup>r</sup> Thiers fut remplacé par M<sup>r</sup>  
Guizot, qui ne voulait pas s'engager  
dans une aventure belliqueuse, et qui  
chercha un autre moyen d'intervenir dans  
le concert européen. L'occasion se

6  
présenté : la France signe un traité avec les  
Puissances européennes, par lequel le Bosphore  
et le Dardanelles seroient fermés aux navires  
de guerre. Ainsi la France renaît de nouveau  
dans le concert européen, mais cela après  
avoir essuyé une échec diplomatique, qui ad-  
ministrait son influence en Europe. De plus,  
elle n'avait pas d'alliés. Cette situation  
peut lourdement sur le gout<sup>t</sup> de Jaurès  
et ce fut la cause principale de son impo-  
pularité et enfin, de sa chute.